

# MUSÉE CANADIEN DES CIVILISATIONS

## ÉTATS FINANCIERS

*Exercice terminé le 31 mars 2006*

## RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DES ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers du présent rapport annuel ont été préparés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada et la direction répond de l'intégrité et de l'objectivité des données qui y figurent. L'information financière présentée dans le rapport annuel est en conformité avec les états financiers.

Pour assumer cette responsabilité, la direction a établi et maintient l'utilisation de registres et documents comptables, de dossiers, de systèmes de contrôle financier et de gestion, de systèmes d'information et de pratiques de gestion. Ces éléments ont pour but d'établir avec une certitude raisonnable que l'information financière fournie est fiable, que les avoirs sont protégés et contrôlés et que les opérations sont conformes à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et aux règlements qui en découlent ainsi qu'à la *Loi sur les musées* et aux règlements administratifs de la Société.

Le Conseil d'administration doit veiller à ce que la direction respecte ses obligations en matière de rapports financiers et de contrôle interne, ce qu'il fait par l'intermédiaire du Comité de vérification, composé en majorité d'administrateurs externes. Le Comité rencontre la direction et le vérificateur externe indépendant pour voir comment ces groupes s'acquittent de leurs responsabilités et discuter de points concernant la vérification, les contrôles internes et autres sujets financiers pertinents. Le Comité de vérification a revu les états financiers avec le vérificateur externe et a soumis son rapport au Conseil d'administration, qui a à son tour revu et approuvé les états financiers.

Le vérificateur externe de la Société, soit le vérificateur général du Canada, examine les états financiers et fait rapport au Ministre du Patrimoine canadien et de la Condition féminine, responsable du Musée canadien des civilisations.



J. (Joe) Geurts  
Directeur administratif et  
Vice-président principal



David Loye  
Chef des services financiers

Le 2 juin 2006

## RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À la ministre du Patrimoine canadien et de la Condition féminine

J'ai vérifié le bilan du Musée canadien des civilisations au 31 mars 2006 et les états des résultats et de l'avoir du Canada et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 mars 2006 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous les égards importants, conformément à la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et ses règlements, à la *Loi sur les musées* et aux règlements administratifs de la Société.

Pour la vérificatrice générale du Canada,



John Wiersema, FCA  
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada  
Le 2 juin 2006

## MUSÉE CANADIEN DES CIVILISATIONS

*Bilan au 31 mars*

### ACTIF

(en milliers de dollars)	2006	2005
<b>À COURT TERME</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 3)	38 358 \$	31 606 \$
Débiteurs (note 4)	1 984	5 706
Stocks	1 620	1 236
Frais payés d'avance	2 713	1 717
	44 675	40 265
Encaisse et placements affectés (note 5)	812	9 787
Collection (note 6)	1	1
Immobilisations corporelles (note 7)	317 364	305 457
	362 852 \$	355 510 \$

Les notes complémentaires et les tableaux font partie intégrante des états financiers.

Approuvé par le Conseil d'administration :



La présidente



Un membre

# MUSÉE CANADIEN DES CIVILISATIONS

*Bilan au 31 mars*

## PASSIF

(en milliers de dollars)	2006	2005
<b>À COURT TERME</b>		
Créditeurs et charges à payer (note 8)	13 061 \$	16 960 \$
Revenus reportés	1 462	4 466
	14 523	21 426
Avantages sociaux futurs (note 9)	2 825	2 797
Apports reportés (note 10)	812	2 787
Apports de capital reportés (note 11)	3 233	3 360
Commandites non monétaires reportées (note 12)	294	-
Financement des immobilisations reporté (note 13)	273 623	280 145
	295 310	310 515
Éventualités et engagements (notes 16 et 18)		
<b>AVOIR DU CANADA</b>		
Grevé d'une affectation d'origine interne	-	7 000
Non affecté	26 625	15 276
Surplus d'apport	40 917	22 719
	67 542	44 995
	362 852 \$	355 510 \$

Les notes complémentaires et les tableaux font partie intégrante des états financiers.

## MUSÉE CANADIEN DES CIVILISATIONS

*État des résultats et de l'avoir du Canada  
Exercice terminé le 31 mars*

(en milliers de dollars)	2006	2005
<b>Revenus</b> (tableau 1)	19 625 \$	21 372 \$
<b>Dépenses</b>		
Collection et recherche	13 588	13 356
Exposition, éducation et communication	19 764	25 304
Locaux	36 455	29 812
Gestion de la Société	16 220	14 831
<b>Total des dépenses</b> (tableau 2)	<b>86 027</b>	<b>83 303</b>
Résultats d'exploitation nets avant financement public	(66 402)	(61 931)
Crédit parlementaire (note 19)	70 751	62 397
<b>Résultats d'exploitation nets</b>	<b>4 349</b>	<b>466</b>
Avoir du Canada au début de l'exercice	44 995	44 529
Augmentation du surplus d'apport (note 15)	18 198	-
<b>Avoir du Canada à la fin de l'exercice</b>	<b>67 542 \$</b>	<b>44 995 \$</b>

Les notes complémentaires et les tableaux font partie intégrante des états financiers.

## MUSÉE CANADIEN DES CIVILISATIONS

*État des flux de trésorerie  
Exercice terminé le 31 mars*

(en milliers de dollars)	2006	2005
<b>Activités d'exploitation</b>		
Encaissements (clients)	14 014 \$	13 815 \$
Encaissements (crédit parlementaire)	72 793	51 760
Décaissements (personnel et fournisseurs)	(91 278)	(80 642)
Intérêts reçus	1 181	1 366
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(3 290)	(13 701)
<b>Activités d'investissement</b>		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(6 602)	(53 002)
Diminution de l'encaisse et des placements affectés	8 975	11 339
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	2 373	(41 663)
<b>Activités de financement</b>		
Crédit parlementaire pour l'acquisition d'immobilisations corporelles	6 562	43 221
Apports affectés et revenus de placement connexes	1 107	1 686
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	7 669	44 907
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	6 752	(10 457)
Solde au début de l'exercice	31 606	42 063
Solde à la fin de l'exercice	38 358 \$	31 606 \$

Les notes complémentaires et les tableaux font partie intégrante des états financiers.

# MUSÉE CANADIEN DES CIVILISATIONS

*Notes afférentes aux états financiers  
du 31 mars 2006*

## 1. MISSION ET MANDAT

Le 1<sup>er</sup> juillet 1990, le Musée canadien des civilisations (la « Société ») a été constitué en vertu de la *Loi sur les musées*. Le Musée canadien des civilisations est une société d'État mandataire nommée à la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Le Musée canadien des civilisations comprend le Musée canadien de la guerre.

Sa mission, telle qu'elle est énoncée dans la *Loi sur les musées*, est la suivante :

« accroître, dans l'ensemble du Canada et à l'étranger, l'intérêt, le respect et la compréhension critique de même que la connaissance et le degré d'appréciation par tous à l'égard des réalisations culturelles et des comportements de l'humanité, par la constitution, l'entretien et le développement aux fins de la recherche et pour la postérité, d'une collection d'objets à valeur historique ou culturelle principalement axée sur le Canada ainsi que par la présentation de ces réalisations et comportements, et des enseignements et de la compréhension qu'ils génèrent. »

Les activités du Musée canadien des civilisations sont réparties en quatre secteurs qui se complètent mutuellement et qui se conjuguent pour lui permettre de réaliser tous les aspects de son mandat. Ces quatre secteurs sont :

### **Collection et recherche**

Gérer, développer, conserver et faire de la recherche sur la collection afin d'améliorer l'exécution des programmes et d'accroître les connaissances scientifiques.

### **Exposition, éducation et communication**

Développer, maintenir et diffuser les expositions, les programmes et les activités pour accroître la connaissance, la compréhension critique de même que le respect et le degré d'appréciation de toutes les réalisations culturelles et du comportement de l'humanité.

### **Locaux**

Gérer et maintenir toutes les installations ainsi que les services de sécurité et d'accueil.

### **Gestion de la Société**

Gouvernance, gestion de la Société, vérification et évaluation, collecte de fonds, activités commerciales, finances et administration, ressources humaines et systèmes d'information.

Notes afférentes aux états financiers  
du 31 mars 2006

## 2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers ont été établis conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada. Les conventions comptables importantes sont énoncées ci-après.

**(a) Stocks**

Les stocks, qui sont constitués d'articles pour les boutiques et de publications, sont évalués au moindre du prix coûtant et de la valeur de réalisation nette.

**(b) Collection**

La collection d'artefacts constitue la partie la plus importante des biens de la Société. Une valeur symbolique de 1 000 \$ y est attribuée dans le bilan, en raison de la difficulté de donner une valeur significative à ces biens.

Les objets achetés pour la collection de la Société sont comptabilisés comme dépenses au cours de l'exercice d'acquisition. Les objets donnés à la Société sont comptabilisés comme actifs à une valeur nominale.

**(c) Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles qui sont la propriété de la Société sont évaluées au prix coûtant, net de l'amortissement cumulé. Les bâtiments appartenant au gouvernement du Canada, qui sont sous le contrôle administratif de la Société, sont comptabilisés à leur coût historique estimatif, moins l'amortissement cumulé. Les terrains appartenant au gouvernement du Canada, qui sont sous le contrôle administratif de la Société, sont comptabilisés à leur coût historique estimatif avec un montant correspondant crédité directement au surplus d'apport.

L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire, pendant la durée de vie utile estimative de l'actif, comme suit :

Bâtiments	40 ans
Améliorations des bâtiments	10 ans
Mobilier et matériel de bureau	8 ans
Matériel technique et informatique	5 et 8 ans
Véhicules motorisés	5 ans

**(d) Avantages sociaux futurs**

i) Régime de retraite

Tous les employés admissibles participent au Régime de retraite de la fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations versées à titre d'employeur sont fondées sur un multiple des cotisations versées par les employés et pourrait changer au fil du temps selon la situation financière du Régime. Les cotisations de la Société sont imputées à l'exercice au cours duquel les services sont rendus et représentent l'ensemble de ses obligations en matière de prestations de retraite. La Société n'est pas tenue à l'heure actuelle de verser des cotisations au titre des insuffisances actuarielles du Régime de retraite de la fonction publique.

## 2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

### ii) Indemnités de départ

Les employés ont droit à des indemnités de départ tel que le prévoient les conventions collectives et les conditions d'emploi. Le coût de ces indemnités s'accumule au fur et à mesure qu'elles sont gagnées par les employés. La direction utilise des hypothèses et ses meilleures estimations pour calculer la valeur de l'obligation au titre des prestations constituées. Ces indemnités constituent pour la Société une obligation dont le règlement entraînera des paiements au cours des prochains exercices.

### (e) Constatation des revenus

#### i) Activités du Musée

Les produits des activités du Musée découlent de la vente des droits d'entrée et des programmes, du cinéma Imax, des locations de salle, des comptoirs de vente d'aliments, du stationnement, des adhésions, des boutiques, des publications et des redevances attribuables à la reproduction des produits vendus en boutique, ainsi que de la distribution de films. Ces produits sont comptabilisés au cours de l'exercice de la vente des biens ou de la prestation des services.

#### ii) Expositions itinérantes

Les revenus de location des expositions itinérantes sont comptabilisés sur la durée de l'exposition dans chaque endroit.

#### iii) Intérêts sur liquidités et placements

Les intérêts sur les liquidités et les placements sont comptabilisés au cours de l'exercice où ils sont gagnés.

#### iv) Subventions et commandites

Les subventions et les commandites non affectées sont comptabilisées comme revenus au moment où elles sont reçues ou à recevoir, si le montant à recevoir peut être évalué de façon raisonnable et si sa perception est raisonnablement assurée. Les subventions et les commandites grevées d'une affectation d'origine externe sont reportées de façon à les comptabiliser en tant que revenus au cours de l'exercice où les obligations correspondantes sont remplies.

#### v) Apports

La Société applique la méthode du report pour comptabiliser les apports.

Les apports non affectés sont constatés à titre de revenus au moment où ils sont reçus ou à recevoir, si le montant à recevoir peut être évalué de façon raisonnable et si sa perception est raisonnablement assurée. Les apports grevés d'affectations d'origine externe et les revenus de placement connexes sont reportés et constatés à titre de revenus au cours de l'exercice où les dépenses connexes sont engagées.

Le nombre d'heures de travail effectuées chaque année par les bénévoles est élevé. Or, en raison de la difficulté d'en déterminer la valeur avec justesse, les contributions sous la forme de services ne sont pas constatées dans les présents états financiers.

Notes afférentes aux états financiers  
du 31 mars 2006

## 2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

### vi) Crédit parlementaire

Le gouvernement du Canada verse des fonds à la Société. La portion du crédit parlementaire affectée à l'achat d'immobilisations corporelles amortissables est comptabilisée à titre de financement des immobilisations reporté et est amortie selon la même méthode et sur la même période que les immobilisations correspondantes. Les crédits parlementaires pour des projets particuliers sont constatés à l'état des résultats dans l'exercice au cours duquel les dépenses connexes sont engagées. Le solde du crédit parlementaire est comptabilisé dans l'état des résultats de l'exercice pour lequel il est approuvé.

### vii) Autres revenus

Les autres revenus résultent principalement des services de bibliothèque, de reproduction photographique, de conservation, de coordination de la production d'activités spéciales et de la vente de biens. Ces produits sont comptabilisés au cours de l'exercice de la vente des biens ou de la prestation des services.

### (f) Incertitude relative à la mesure

Pour préparer des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, la direction doit faire des estimations et formuler des hypothèses qui influent sur les montants déclarés de l'actif et du passif à la date des états financiers ainsi que sur les montants déclarés des revenus et des dépenses pour l'exercice. Les principaux éléments susceptibles de faire l'objet d'estimations sont les passifs reliés aux employés, les bâtiments, les terrains et la durée de vie utile estimative des immobilisations corporelles. Les montants réels pourraient différer significativement des estimations.

### (g) Modifications comptables futures

En janvier 2005, l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) a publié les deux normes comptables suivantes dont les effets se feront sentir sur la Société :

Chapitre 3855 : Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation – Cette norme énonce les critères de comptabilisation, de décomptabilisation, d'évaluation et de classement des instruments financiers. La Société devra classer ses actifs financiers dans l'une ou l'autre des catégories suivantes : détenus à des fins de négociation, détenus jusqu'à l'échéance, disponibles à la vente, ou prêts et créances. Le traitement comptable des actifs variera selon leur catégorie. Les actifs financiers détenus à des fins de négociation ou ceux qui sont disponibles à la vente doivent être évalués à leur juste valeur, alors que ceux détenus qu'à l'échéance, ainsi que les prêts et créances, doivent être évalués au coût après amortissement.

Chapitre 1530 : Résultat étendu – Cette norme exige que certains gains et certaines pertes, qui autrement seraient constatés dans les résultats nets, soient présentés dans les autres éléments du résultat étendu jusqu'à ce qu'ils puissent être comptabilisés à juste titre dans les résultats nets. La Société sera peut-être tenue de présenter un nouvel état financier, intitulé état du résultat étendu, pour constater ces sommes jusqu'à leur réalisation.

Ces nouvelles normes, le cas échéant, entreront en vigueur pendant l'exercice 2007-2008 de la Société, bien qu'il soit possible de les adopter plus tôt.

### 3. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La Société investit sur le marché monétaire à court terme. Le rendement global du portefeuille du 31 mars 2006 à l'échéance était de 3,8 % (2,7 % en 2005). Tous les instruments à court terme sont cotés R1 ou mieux par le Dominion Bond Rating Service. Le terme à courir moyen est de 27 jours (24 jours en 2005). La juste valeur des placements à court terme se rapproche de la valeur comptable en raison de leur échéance imminente.

### 4. DÉBITEURS

(en milliers de dollars)	2006	2005
Taxes remboursables	856 \$	2 724 \$
Crédit parlementaire	-	2 042
Comptes-clients	1 003	907
Autres	125	33
	1 984 \$	5 706 \$

### 5. ENCAISSE ET PLACEMENTS AFFECTÉS

L'encaisse et les placements affectés comprennent les apports reçus de particuliers ou de sociétés pour une fin déterminée et les fonds grevés d'une affectation d'origine interne.

Le rendement global du portefeuille sur l'encaisse affectée au 31 mars 2006 à l'échéance était de 3,8 % (2,7 % en 2005). Tous les instruments à court terme sont cotés R1 ou mieux par le Dominion Bond Rating Service. Le terme à courir moyen est de 45 jours (23 jours en 2005). La juste valeur des placements à court terme se rapproche de la valeur comptable en raison de leur échéance imminente.

### 6. COLLECTION

La Société assure le maintien des collections d'artefacts, d'objets et de spécimens liés aux cultures matérielles ainsi que de l'information qui s'y rapporte. Ces collections sont constituées par diverses divisions de recherche de la Société. Les collections sont réparties en huit groupes liés à différentes disciplines :

**Ethnologie** – Collections ethnographiques et d'oeuvres d'art concernant principalement les premiers peuples nord-américains après qu'ils soient venus en contact avec les Européens.

**Culture traditionnelle** – Collections d'objets liés à la culture traditionnelle et aux métiers d'art et illustrant la diversité des influences ayant contribué à façonner la culture canadienne.

**Histoire** – Collections qui illustrent le vécu des gens ordinaires ainsi que de Canadiens célèbres.

**Musée canadien de la poste** – Collections d'articles philatéliques, d'objets d'art et de culture matérielle servant à illustrer le rôle des communications postales dans la définition et le façonnement d'une nation.

Notes afférentes aux états financiers  
du 31 mars 2006

## 6. COLLECTION (SUITE)

**Musée canadien des enfants** – Collections qui mettent l'accent sur la compréhension et les expériences interculturelles et s'assortissent d'un riche programme d'animation.

**Histoire vivante** – Collections de biens, de costumes et de ressources didactiques que les animateurs, les éducateurs et les autres membres du personnel utilisent afin de promouvoir la programmation du Musée et de la rendre vivante.

**Musée canadien de la guerre** – Collections d'armes et d'artefacts à caractère technologique qui illustrent l'évolution des techniques militaires; collections d'uniformes, de médailles, d'accessoires et d'insignes des Forces armées canadiennes et des forces alliées; collections de peintures, de dessins, d'estampes et de sculptures réalisés dans le cadre des programmes d'oeuvres d'art militaire et oeuvres modernes illustrant la participation canadienne à des missions de maintien de la paix.

**Archéologie** – Collections archéologiques de culture matérielle, d'anthropologie physique, de flore et de faune provenant de sites archéologiques et illustrant principalement la culture autochtone nord-américaine avant l'arrivée des Européens.

## 7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(en milliers de dollars)		2006	2005	
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
Bâtiments	360 614 \$	107 798 \$	252 816 \$	147 033 \$
Terrains	40 917	-	40 917	22 719
Projet du nouveau Musée canadien de la guerre*	-	-	-	115 808
Améliorations des bâtiments	46 119	28 146	17 973	18 013
Matériel informatique	9 746	8 787	959	716
Matériel technique	11 079	8 549	2 530	796
Mobilier et matériel de bureau	8 175	6 061	2 114	334
Véhicules motorisés	106	51	55	38
	476 756 \$	159 392 \$	317 364 \$	305 457 \$

\*Au cours de l'exercice, le projet du nouveau Musée canadien de la guerre a pris fin. Les dépenses en immobilisation attribuables à la construction du bâtiment et aux achats matériel ont été virées à la catégorie d'immobilisations corporelles appropriée pour ensuite être amorties conformément à la politique de la Société relative à l'amortissement.

**8. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER**

(en milliers de dollars)	2006	2005
Fournisseurs	6 621 \$	12 051 \$
Salaires et vacances à payer	2 231	2 054
Ministères et organismes du gouvernement	3 381	2 227
Tranche à court terme des avantages sociaux futurs (note 9)	828	628
	13 061 \$	16 960 \$

**9. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**

## i) Régime de retraite

La Société et tous les employés admissibles cotisent au Régime de retraite de la fonction publique. Ce régime offre des prestations fondées sur le nombre d'années de service et sur le salaire moyen de l'employé au cours des cinq meilleures années jusqu'à la retraite. Les prestations sont pleinement indexées selon la hausse de l'indice des prix à la consommation. Les cotisations de la Société et des employés au Régime de retraite de la fonction publique au cours de l'exercice se sont élevées à :

(en milliers de dollars)	2006	2005
Cotisations de la Société	2 603 \$	2 256 \$
Cotisations des employés	1 195 \$	1 021 \$

Notes afférentes aux états financiers  
du 31 mars 2006

## 9. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (SUITE)

### ii) Indemnités de départ

La Société verse des indemnités de départ à ses employés fondées sur les années de service et le salaire en fin d'emploi. Ce régime étant sans capitalisation, il ne détient aucun actif et présente un déficit égal à l'obligation au titre des indemnités constituées. Les indemnités seront payées à même les crédits parlementaires futurs ou au moyen d'autres sources de revenus. À la date du bilan, les renseignements utiles à l'égard de ce régime sont les suivants :

(en milliers de dollars)	2006	2005
Obligation au titre des indemnités constituées au début de l'exercice	3 425 \$	3 042 \$
Dépense de l'exercice	458	567
Indemnités payées au cours de l'exercice	(230)	(184)
Obligation au titre des indemnités constituées à la fin de l'exercice	3 653 \$	3 425 \$
Tranche à court terme	828 \$	628 \$
Tranche à long terme	2 825	2 797
	3 653 \$	3 425 \$

## 10. APPORTS REPORTÉS

Les apports reportés sont constitués du solde non dépensé des dons grevés d'affectations d'origine externe et des revenus de placement connexes.

Les variations du solde des apports reportés sont comme suit :

(en milliers de dollars)	2006	2005
Solde au début de l'exercice	2 787 \$	14 126 \$
Plus dons reçus au cours de l'exercice	1 096	1 676
Plus revenus de placement reportés (note 14)	11	10
Moins dons constatés à titre de revenu	(3 042)	(9 665)
Moins dons utilisés pour l'achat d'immobilisations corporelles amortissables (note 11)	(40)	(3 360)
Solde à la fin de l'exercice	812 \$	2 787 \$

**11. APPORTS DE CAPITAL REPORTÉS**

Les apports de capital reportés représentent la fraction non amortie des dons utilisés pour l'achat d'immobilisations corporelles amortissables. Les apports de capital reportés sont constatés comme revenu de dons selon la même méthode et pour les mêmes périodes que les acquisitions d'immobilisations corporelles connexes.

Les variations du solde des apports de capital reportés sont comme suit :

(en milliers de dollars)	2006	2005
Solde au début de l'exercice	3 360 \$	- \$
Plus dons utilisés pour l'achat d'immobilisations corporelles amortissables (note 10)	40	3 360
Moins dons constatés comme revenu	(167)	-
Solde à la fin de l'exercice	3 233 \$	3 360 \$

**12. COMMANDITES NON MONÉTAIRES REPORTÉES**

Les commandites non monétaires reportées représentent la valeur des services pouvant s'offrir en échange de biens et services obtenus dans le cadre d'opérations non monétaires. Celles-ci sont comptabilisées comme revenus de commandite au cours de l'exercice où les obligations correspondantes sont satisfaites.

Changements au niveau du solde des commandites non monétaires reportées :

(en milliers de dollars)	2006	2005
Solde au début de l'exercice	- \$	- \$
Plus la juste valeur des biens et services obtenus	392	-
Moins commandites constatées comme revenu	(98)	-
Solde à la fin de l'exercice	294 \$	- \$

Notes afférentes aux états financiers  
du 31 mars 2006

### 13. FINANCEMENT DES IMMOBILISATIONS REPORTÉ

Le financement des immobilisations reporté représente la tranche non amortie de crédits parlementaires affectés ou à être affectés à l'achat d'immobilisations corporelles amortissables.

Les changements apportés au solde du financement des immobilisations reporté se traduisent comme suit :

(en milliers de dollars)	2006	2005
Solde au début de l'exercice	280 145 \$	246 776 \$
Crédits parlementaires reçus au cours de l'exercice pour l'achat d'immobilisations corporelles amortissables	6 562	42 431
Crédits parlementaires reçus au cours de l'exercice pour l'achat d'immobilisations corporelles amortissables dans les exercices ultérieurs	-	790
Moins l'amortissement	(13 084)	(9 852)
Solde à la fin de l'exercice	273 623 \$	280 145 \$

### 14. INTÉRÊTS SUR LIQUIDITÉS ET PLACEMENTS

Voici les intérêts sur liquidités et placements:

(en milliers de dollars)	2006	2005
Intérêts gagnés sur les ressources non affectées	1 120 \$	1 011 \$
Intérêts gagnés sur les ressources grevées d'affectations	72	365
Total des intérêts gagnés sur liquidités et placements au cours de l'exercice	1 192	1 376
Moins sommes reportées (note 10)	(11)	(10)
Total des intérêts sur liquidités et placements constatés à titre de revenu	1 181 \$	1 366 \$

**15. OPÉRATIONS ENTRE ENTITÉS APPARENTÉES**

La Société entretient un lien avec tous les ministères et organismes du gouvernement du Canada, ainsi qu'avec les sociétés d'État. La Société conclut des opérations avec ces entités dans le cadre normal de ses activités. Ces opérations sont mesurées à la valeur d'échange, soit le montant de la contrepartie établi et accepté par les entités apparentées. Au cours de l'exercice, la Société a engagé des dépenses de l'ordre de 7 958 041 \$ (6 401 546 \$ en 2005), alors que les revenus d'exploitation du Musée avec des entités apparentées se sont élevés à 909 953 \$ (941 883 \$ en 2005).

Au 31 mars, la Société avait inscrit les montants suivants sur le bilan pour des opérations avec des entités apparentées:

(en milliers de dollars)	<u>2006</u>	<u>2005</u>
Débiteurs	206	416
Frais payés d'avance	1 767	1 266
Créditeurs et charges à payer	3 381	2 227
Revenus reportés	99	151

De plus, au cours du présent exercice, le terrain occupé par le nouveau Musée canadien de la guerre a été transféré de la Commission de la capitale nationale à la Société. Le coût historique de ce transfert a été établi à 18 198 392 \$, ce qui comprend le coût de décontamination et des infrastructures, alors qu'un montant correspondant a été crédité directement au surplus d'apport.

**16. ÉVENTUALITÉS**

Dans le cours normal des activités de la Société, diverses revendications ou poursuites légales sont intentées contre elle. Certains passifs éventuels peuvent devenir des passifs réels lorsque au moins un événement futur se produit ou ne se produit pas. Dans la mesure où il est probable qu'un événement futur ait lieu ou n'ait pas lieu et que l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte, une provision et une charge sont comptabilisées dans les états financiers de la Société.

Aucun montant n'a été inclus dans le bilan au 31 mars 2006.

**17. JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS**

En plus des descriptions aux notes 3 et 5, la juste valeur des débiteurs et des créditeurs et charges à payer se rapproche de leur valeur comptable respective en raison de l'échéance imminente de ces instruments.

Notes afférentes aux états financiers  
du 31 mars 2006

## 18. ENGAGEMENTS

Au 31 mars 2006, la Société a signé des contrats à long terme pour des services informatiques, des baux et des services d'exploitation et d'entretien d'immeubles et des services de sécurité et d'impartition aux points de vente ayant une valeur résiduelle de 32 948 968 \$. Les futurs paiements minimaux sont comme suit :

(en milliers de dollars)

2006-2007	10 314 \$
2007-2008	9 851
2008-2009	7 060
2009-2010	5 656
2010-2011	68
	<u>32 949 \$</u>

## 19. CRÉDIT PARLEMENTAIRE

(en milliers de dollars)

	2006	2005
Budget principal des dépenses d'exploitation et en immobilisations	58 698 \$	94 736 \$
Mandats spéciaux du gouverneur général, budget des dépenses supplémentaires et virements	2 424	3 864
	61 122	98 600
Portion du montant reportée pour des projets particuliers	-	(4 561)
Revenu reporté utilisé au cours de l'exercice pour compléter des projets particuliers	3 107	8 164
Montant utilisé pour l'acquisition d'immobilisations corporelles amortissables	(6 562)	(49 658)
Amortissement du financement des immobilisations reporté	13 084	9 852
Crédit parlementaire	70 751 \$	62 397 \$

## 20. CHIFFRES CORRESPONDANTS

Certaines données correspondantes ont été reclassées en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice.

## TABLEAU DES REVENUS EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS

(en milliers de dollars)

TABLEAU 1

	2006	2005
Droits d'entrée et programmes	5 204 \$	2 806 \$
Dons	3 254	9 746
Ventes - Boutiques	2 491	1 588
IMAX	2 214	1 784
Location de salles et comptoirs de vente d'aliments	1 613	1 161
Stationnement	1 510	914
Intérêts sur liquidités et placements (note 14)	1 181	1 366
Subventions et commanditaires	806	707
Expositions itinérantes	426	195
Adhésions	220	172
Publications	161	164
Redevances	56	90
Autres	489	679
	<b>19 625 \$</b>	<b>21 372 \$</b>

## TABLEAU DES DÉPENSES EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS

(en milliers de dollars)

TABLEAU 2

	2006	2005
Coût du personnel	31 145 \$	28 942 \$
Services professionnels et spéciaux	14 496	15 050
Amortissement	13 285	9 852
Impôts fonciers	7 802	6 114
Fabrication et location d'éléments d'exposition	3 235	8 779
Services publics	2 944	2 482
Réparations et entretien	2 896	3 055
Communications	2 306	1 846
Matériel et fournitures	1 951	1 849
Marketing et publicité	1 624	1 540
Coût des marchandises vendues	1 469	986
Déplacements	948	871
Location d'immeubles	891	1 038
Redevances	491	455
Acquisitions de pièces de collection	257	133
Locations	205	271
Autres	82	40
	<b>86 027 \$</b>	<b>83 303 \$</b>